



# ANNEXE 1

**Procès verbal du  
Conseil Communautaire du 18 Décembre 2014  
8<sup>ème</sup> Séance**

**Ordre du jour**

- 1- APPROBATION DU PROCES VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 10 NOVEMBRE 2014
- 2- COMPTE RENDU DES DERNIERES DECISIONS PRISES PAR LE BUREAU EN VERTU DES ATTRIBUTIONS DELEGUEES PAR LE CONSEIL
- 3- COMPTE RENDU DES DERNIERES DECISIONS PRISES PAR LA PRESIDENTE EN VERTU DES ATTRIBUTIONS DELEGUEES PAR LE CONSEIL
- 4- CREATION DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC) DE LA CANGT
- 5- APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE MISE A DISPOSITION DES BIENS DU SIGF POUR LE SERVICE PUBLIC DE L'EAU
- 6- AJUSTEMENT TARIFAIRE RELATIF A LA PARTICIPATION PARENTALE AU TRANSPORT SCOLAIRE
- 7- ADHESION DE LA CANGT A L'ASSOCIATION « AGIR TRANSPORT »
- 8- INDEMNITE ALLOUEE AU COMPTABLE DU TRESOR CHARGE DES FONCTIONS DE RECEVEUR DE LA CANGT
- 9- COMMUNICATION DE L'AVIS DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES DU 14 NOVEMBRE 2014 RENDU SUR LE COMPTE ADMINISTRATIF 2013 DE LA CCNGT
- 10- BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2014 DE LA CANGT
- 11- DEFINITION DE L'INTERET COMMUNAUTAIRE DE LA COMPETENCE POLITIQUE DE LA VILLE
- 12- RECRUTEMENT DE JEUNES DANS LE CADRE DE CONTRATS D'APPRENTISSAGE
- 13- DETERMINATION DU LIEU DE LA PROCHAINE SEANCE
- 14- QUESTIONS DIVERSES

Liste des membres du Conseil Communautaire  
Séance du  
**Jeudi 18 décembre 2014**

**Nombre de membres du conseil : Trente-six (36)**

**Etaient présents** : Vingt-trois (23) conseillers communautaires, dont la liste suit :

Mme ALPHONSE épouse TANCONS Louisiane, M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, Mme GUILLAUME Stella, M. HUBERT Jean-Marie, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Caroll, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MORNAL Blaise, Mme REINE épouse RAMPATH Sheila, M. ROUX Harry, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt

**Conseillers absents ayant procuration** : Quatre (4)

M. HILL Joseph à M. ANZALA Jean, M. LOMBION Jean-Claude à M. FRANCFORT Philipson, Mme LORMEL épouse ARPHEXAD Marcienne à M. BARDAIL Jean, M. MANICOM Grégory à Mme ARMOUGON Betty

**Conseillers absents excusés**: Cinq (5)

Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MEKEL Alexina, Mme MOUNSAMY Fritz, M. PORLON Pierre, Mme OUJAGIR Nadia

**Conseillers absents** : Quatre (4)

Mme CARDOVILLE Roselyne, M. HERMIN Georges, Mme MANETTE Sandra, M. MITEL Florent

***Procès-Verbal du Conseil communautaire***  
Séance du jeudi 18 décembre 2014

L'an deux mille quatorze, le jeudi 18 décembre à 19h07, les membres du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre (CANGT) se sont réunis, à la salle des délibérations de la mairie de l'Anse-Bertrand, sur convocation en date du 12 décembre courant, qui leur a été adressée par Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Présidente de la CANGT.

Il a été dressé une feuille de présence annexée au présent procès-verbal. **La Présidente** étant empêchée et le **1<sup>er</sup> Vice-Président M. LOMBION Jean-Claude** étant absent, **M. MORNAL, 2<sup>ème</sup> Vice-Président de la CANGT** préside le présent conseil. Il demande à un fonctionnaire de la CANGT de procéder à l'appel.

Le Conseil communautaire a pu valablement délibérer puisque le quorum a été atteint.

**Le Président** propose à l'assemblée que **M. SIOUMANADAN Rénalt** soit désigné secrétaire de séance. Le Conseil communautaire accepte cette proposition à l'unanimité des présents.

## **PREMIER POINT**

### **Approbation du compte rendu de la 7<sup>ème</sup> séance du Conseil Communautaire qui s'est tenue le 10 novembre 2014**

Le Procès-verbal (PV) de la séance du conseil communautaire en date du 10 novembre 2014 était joint à la convocation. **Le Président** interroge l'assemblée afin de s'enquérir des remarques et observations liées au projet de PV.

**Messieurs Bernard et Hubert** font remarquer qu'ils n'ont pas reçu les éléments du conseil et rappellent que le délai de transmission des convocations est de 5 jours francs et notent que l'affranchissement est daté du 15 décembre 2014.

**Mme Gombaudo-Saintonge Pasbeau**, Directrice de l'Administration Générale et des affaires juridiques s'excuse pour ce retard et précise qu'il y a un dysfonctionnement dans l'acheminement des envois, car les plis ont bien été déposés à la poste dans les délais impartis. Par ailleurs, elle précise que les convocations (et les PJ) ont été adressées par mail aux élus le 12 décembre 2014.

Elle ajoute que Mme Corbin, fonctionnaire en charge de l'assemblée, a rappelé tous les élus afin de confirmer la réception des plis et dans le cas contraire un envoi supplémentaire a été réalisé.

**M. Hubert** souligne qu'il a reçu un appel la veille et qu'un mail lui a été transmis le même jour.

Il est précisé alors que s'agissant de M. Bernard, une erreur s'était glissée dans la rédaction son adresse e-mail.

19 h12 : arrivée de Mesdames ARMOUGON Betty et MAMERT-LISTOIR Sabine

**Le Président** prend acte de la gêne occasionnée et espère que de nouvelles dispositions seront prises afin d'éviter ces désagréments.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide d'approuver le procès-verbal du conseil communautaire du 10 Novembre 2014, selon le vote suivant :***

***Pour : 22                      Contre : 0***

***Abstentions : (4) Mme ARMOUGON Betty, Mme GUILLAUME Stella, M. HUBERT Jean-Marie, Mme LAUG Carol***

## **DEUXIEME POINT**

### **Compte rendu des décisions prises par le bureau communautaire**

**Le Président** expose que par délibération n° COM 2014-04-02 /18 du 28 avril 2014, le conseil communautaire a délégué certaines de ses attributions au Bureau communautaire.

En application de l'article L. 5211-10 du CGCT, la Présidente doit rendre compte à l'organe délibérant, des décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de ladite délégation, qui ont été prises par le bureau.

La liste des décisions a été annexée à la note de synthèse

**M. Dona-Erie** demande des précisions concernant la délibération BUR 2014-11-03/28 du bureau du 28/04/2014, portant modification du maître d'ouvrage sur des demandes de subventions.

**Le Président** précise que les travaux étaient initialement portés par le SMNGT et le SIGF et sont désormais portés par la CANGT.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide, à l'unanimité de prendre acte des décisions prises par le bureau communautaire par délégation d'attributions du Conseil communautaire.***

## **TROISIEME POINT**

### **Compte rendu des dernières décisions prises par la Présidente**

**Le Président** expose que par délibération n° COM 2014-04-02 /17 du 28 avril 2014, le conseil communautaire a délégué certaines de ses attributions à la Présidente de la CANGT.

En application de l'article L. 5211-10 du CGCT, la Présidente doit rendre compte à l'organe délibérant des décisions qu'elle a prises relatives aux matières ayant fait l'objet de ladite délégation.

La liste des décisions ainsi prises avait été placée en annexe de la note de synthèse.

**M. Hubert** souligne que pour les marchés à procédure formalisée, qu'il s'agit juste d'une validation des décisions de la commission d'appel d'offres.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide, à l'unanimité prend acte des décisions prises par la Présidente, par délégation d'attributions du conseil communautaire.***

## **QUATRIEME POINT**

### **Création du service public d'assainissement non collectif (SPANC) de la CANGT**

**Le Président** expose que la compétence « Assainissement » a été confiée à la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre par ses communes membres. C'est l'une des compétences optionnelles choisie et entérinée par arrêté n°2013-037-SG/DiCTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant les statuts de la communauté d'agglomération.

De ce fait, depuis le 1er janvier 2014, la CANGT exerce de plein droit la compétence et donc l'intégralité des fonctions qui composent le service assainissement au sens de l'article L. 2224-8 du CGCT. La prise de cette compétence intervient après la loi sur l'eau du 2 janvier 1992 et porte donc à la fois sur l'assainissement collectif et sur l'assainissement non collectif.

Par conséquent, la CANGT se substitue aux communes qui avaient mis en place le Service Public d'Assainissement Non Collectif (ANC) notamment Morne-à-l'Eau, Le Moule et Petit-Canal.

La CANGT par délibération n° COM 2014-05-03/38 du 16 mai 2014, a décidé d'assurer le service public d'assainissement non collectif par l'extension de la délégation de service public de la commune de Morne-à-l'Eau au reste du territoire, jusqu'au 31 décembre 2014 afin de traiter les dossiers en cours.

Il convient donc aujourd'hui que la CANGT crée son propre service public d'assainissement non collectif intercommunal.

En outre, la CANGT doit définir le mode de gestion du SPANC, traiter les non conformités en mettant une opération de réhabilitation global après diagnostic exhaustif du territoire et procéder à la révision des schémas directeurs assainissement pour définir le zonage de l'assainissement non collectif par communes et à l'échelle intercommunale.

**Le Président** demande à Mme VEREPLA, Directrice des services Eau et Assainissement, d'apporter des précisions à l'assemblée.

**Mme Verepla** précise que la délibération qui sera prise permettra d'officialiser le SPANC de la CANGT.

**M. Bernard** affirme que la commune de Port-Louis n'a pas de service SPANC, et s'interroge notamment sur la réalisation des diagnostics.

**Mme Verepla** explique qu'il s'agit bien d'une mission du SPANC, et que le diagnostic conception, exécution est déjà amorcé.

**M. Bernard** se demande si pour ce faire, il ne faudrait pas recruter des jeunes ayant une bonne connaissance du territoire ce qui permettrait un travail de terrain plus poussé.

**Mme Verepla** précise que pour le moment il n'est pas nécessaire de recruter dans ce domaine.

**Le Président** ajoute que le renforcement des services se fera en cas de besoin.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide, à l'unanimité d'autoriser la Présidente a créer le service public d'assainissement non collectif intercommunal, , de lancer une consultation afin de procéder à la définition du zonage de l'assainissement non collectif par la révision des schémas directeur assainissement, d'imputer les dépenses au budget assainissement non collectif.***

## **CINQUIEME POINT**

### **Approbation du Procès-verbal de mise à disposition des biens du SIGF pour le service public de l'eau**

**Le Président** expose que la compétence «eau» a été confiée à la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre (CANGT) par ses communes membres et entérinée dans ses statuts par arrêté n° 2013-037-SG/DiCTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension du périmètre et transformation de la CCNGT en Communauté d'Agglomération.

La CANGT doit donc exercer l'intégralité des missions qui composent le service eau (production, protection du point de prélèvement, transport, stockage, distribution) au sens de l'article L. 2224-7 du CGCT.

La CANGT se substitue donc au Syndicat Intercommunal des Grands Fonds (SIGF) pour les communes de Morne-A-L'Eau et la partie des Grands Fonds du Moule.

Le projet de procès-verbal qui a été annexé à la note de synthèse présente donc la consistance des biens meubles et immeubles, leur situation juridique et leur état, à mettre à la disposition de la

CANGT et la ville du Gosier, nécessaire au service public de l'eau sur la commune de Morne-à-l'Eau, la partie des Grands Fonds des communes du Moule et du Gosier.

**Le Président** demande à Mme Girard, DGA SUI, d'apporter des précisions à l'assemblée.

**Mme Girard** explique que le procès-verbal fait état du partage existant autant en actif qu'au passif avec les communes du Gosier et de Morne-à-l'Eau des biens meubles et immeubles, des dettes et emprunts.

**M. Bernard** s'interroge sur la dette de la CANGT envers le SIAEAG.

**Mme Girard** précise que le SIAEAG a augmenté le prix de l'eau de manière unilatérale et que le SIGF a toujours contesté cette augmentation.

Elle informe les conseillers qu'un protocole transactionnel est rédigé entre la CANGT et le SIAEAG et qu'il a fait l'objet d'une question au bureau qui s'est tenu le même jour.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président après échanges et débats décide, à l'unanimité d'approuver le projet de procès-verbal de mise à disposition des biens meubles et immeubles et d'autoriser la Présidente à le signer.***

## **SIXIEME POINT**

### **Ajustement tarifaire relatif à la participation parentale au transport scolaire**

**Le Président** expose que la CANGT avait en juillet dernier décidé de fixer, dans le cadre de la reprise des existants communaux, la participation de la part parentale au transport scolaire telle qu'elles existaient dans les communes. Il s'agissait d'une démarche arrêtée de manière provisoire et transitoire.

Toutefois, vu la grande disparité qui existait entre communes (six AO2 différentes avant la création de la CANGT), le résultat obtenu a été que pour un même point de départ et pour une même destination, les différences de tarifs passent dans quelques cas, du simple au double (source d'inégalité et d'iniquité).

Compte tenu de la décision de principe de maintenir pour l'heure les tarifs préexistant, il est proposé de procéder aux ajustements tarifaires ci-après :  
Elèves originaires de Port-Louis.

Tarification journalière et paiement trimestriel.

<b>Circuits Communauté de Communes transférés à la CANGT</b>	<b>Prix / Jour (aller / retour)</b>
Circuit n° A 1 Port-Louis/ Lycée de Port-Louis	0,50 €
Circuit n° A 2 Anse-Bertrand / LEP du Moule Port-Louis/ LEP du Moule	0,75 €
Circuit n° A 5 Anse-Bertrand B / LEP de Richeval	0,75 €

Port-Louis/ LEP de Richeval	
-----------------------------	--

  

Circuits commune de Port-Louis transférés à la CANGT	Prix / Jour (aller / retour)
Collège de Port-Louis	1 € à ce jour propose de passer à 0,50 €
Collège de Richeval	1,90 € à ce jour propose de passer à 0,75 €
MFREO Moule	1,70 € à ce jour propose de passer à 0,75 €

Globalement cet ajustement tarifaire représentera de janvier à juin 2015 : 3.135 € au total. La Commission Transport réunie le 09 décembre 2014 ayant émis un avis favorable sur cette proposition.

**M. Sahai**, Directeur du transport, explique qu'une disparité existe sur le territoire en termes de coût du transport et qu'il est nécessaire de réajuster afin d'éviter les inégalités.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président après échanges et débats décide, à l'unanimité des votants, de modifier la participation de la part parentale au transport scolaire, comme indiqué dans le tableau placé ci-dessus et d'appliquer cette nouvelle tarification dès le 1er janvier 2015.***

## **SEPTIEME POINT**

### **Adhésion de la CANGT à l'association « Agir Transport »**

**Le Président** explique qu'« Agir Transport » est une association loi 1901. Il s'agit d'une association de professionnels du transport public créée en 1987. A son origine, des élus et des techniciens avec la volonté de mettre à disposition des collectivités territoriales une offre de service et une expertise qui se veut indépendante.

« Agir Transport » est une instance qui représente et regroupe des Autorités Organisatrices de la Mobilité. Sur des dossiers stratégiques, il en est l'un des interprètes. Il vise aussi à assurer les échanges d'informations entre les élus et techniciens responsables du transport et de la mobilité, à ouvrir le dialogue avec tous les acteurs concernés par les déplacements, à développer les échanges sur les transports collectifs. Il a aussi un rôle de conseil à ses adhérents et valorise les bonnes pratiques.

En outre, « Agir Transport » propose à ses adhérents, les services d'une équipe composée d'experts qualifiés : juridique, technique, administratif, exploitation, marketing, communication, financier, fiscal et comptable, achats. Un pôle dédié aux autorités organisatrices à leurs questions et problématiques (urbaines et interurbaines). Un service « questions / réponses » par téléphone ou par mail. Une assistance personnalisée de 5 jours par an à utiliser en une ou plusieurs fois. Des formations: organisme de formation agréé, y compris pour les élus : ces formations couvrent tous les domaines qui concernent les Autorités Organisatrices du Transport et de la Mobilité :

optimisation des réseaux, finances, marchés publics, communication etc. Les adhérents peuvent également solliciter des formations délocalisées. Des échanges des pratiques & connaissances : une plateforme interne sur internet, des enquêtes comparatives et des missions de benchmarking, des groupes de travail dédiés aux les Autorités Organisatrices du Transport et de la Mobilité grâce à un réseau de collectivités dynamiques des lieux d'échanges autour de cas pratiques et d'interventions d'experts.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à la somme de 5.000 €. La Commission Transport réunie le 09 décembre 2014 a émis un avis favorable quant à cette proposition d'adhésion.

**M. Hubert** s'interroge sur le bienfondé de l'adhésion de la CANGT à cette association. Il précise qu'un conventionnement permettrait de sécuriser d'avantage l'EPCI. De plus, il pense qu'un maillage avec les autres structures intercommunales de Guadeloupe serait plus judicieux afin d'avoir une approche de l'organisation du transport sur le territoire.

**M. Delta** pense que l'intervention de M. Hubert est pertinente.

**M. Sahai** précise qu'il s'agit d'un réseau et que d'autres collectivités y ont déjà adhérer. Il propose que lors de l'adhésion de la CANGT, la suggestion d'un conventionnement leur soit faite.

**Mme Laug, M. Anzala et Mme Armougon** membres de la commission Transport s'accordent sur le fait que les discussions ont été longues pour la validation de l'adhésion à cette structure. Mais cela permettra un apport technique et une assistance personnalisée pour que la CANGT puisse mener à bien ses projets sur le territoire. De plus, cette adhésion permettrait de faire remonter les problématiques du territoire au niveau national.

**Le Président** pense que cet apport sera bénéfique.

*Le Conseil OUI l'exposé du Président après échanges et débats décide, de demander l'adhésion de la CANGT à « Agir Transport », d'autoriser la Présidente à signer les différents actes nécessaires à cette l'adhésion et d'inscrire la cotisation correspondante au budget, selon le vote suivant :*

*Pour : 25 contre : 0*

*Abstention : M. HUBERT Jean-Marie*

## **HUITIEME POINT**

### **Indemnité allouée au comptable du Trésor chargé des fonctions de receveur de la CANGT**

**Le Président** expose qu'en vertu des dispositions de l'article 97 de la loi n° 82/213 du 2 mars 1983, du décret n° 82/979 du 19 novembre 1982 et de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983, le conseil communautaire doit se prononcer sur l'indemnité pour l'année 2014 qui est accordée au Receveur Communautaire, Mme Agnès MEDARD-GORDIAN, chargé de gérer les fonds de l'EPCI.

Cette indemnité concerne des prestations de conseil d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable. Elle est calculée en application du tarif déterminé à l'article 4 de l'arrêté interministériel précité.

*Le Conseil OUI l'exposé du Président après échanges et débats décide, à l'unanimité des votants, de demander le concours du receveur communautaire pour assurer des*



*prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable, définies à l'article 1er de l'arrêté du 16 décembre 1983 et d'accorder en contrepartie, au receveur, Mme Agnès MEDARD-GORDIAN, pour l'année 2014, une indemnité au taux de 100 %, calculée selon les bases définies à l'article 4 dudit arrêté et représentant la somme de 558, 13 euros bruts.*

## **NEUVIEME POINT**

### **Communication de l'avis de la Chambre Régionale des Comptes du 14 novembre 2014 rendu sur le compte administratif 2013 de la CCNGT**

Selon l'article L. 1612-19 du CGCT : « *Les assemblées délibérantes sont tenues informées dès leur plus proche réunion des avis formulés par la chambre régionale des comptes et des arrêtés pris par le représentant de l'Etat en application des dispositions du présent chapitre.* »

Le 21 novembre 2014, la Chambre Régionale des Comptes de Guadeloupe a notifié à la CANGT, son avis du 14 novembre 2014, rendu sur le compte administratif 2013 de la Communauté des Communes du Nord Grande Terre (CCNGT).

20h02 : arrivée de Mme SERMANSON Sylvia

**Le Président** demande à M. CHARIN de préciser les éléments communiqués par la chambre régionale des comptes.

**M. Charin, Directeur des affaires financières,** explique le solde négatif.

**M. Dona-Erie** apporte des précisions sur cet avis, comme suit :

(son intervention est annexée au présent PV)

- que le déficit en fonctionnement est apparu avec l'ouverture du lycée de Port-Louis où la charge du personnel était supportée intégralement par la CCNGT.
- qu'en page 3, la somme indiquée dans le rapport (53 337€) relative au syndicat intercommunal du Nord Grande-Terre n'a fait l'objet d'aucune demande officielle.
- En page 4 s'agissant des deux premiers considérants, il est indiqué que seuls les gros œuvres de l'espace multimédia sont terminés, alors qu'il ne reste que les menus travaux. De plus, il est noté que cet ouvrage sera mis à la disposition de la commune d'Anse-Bertrand alors que c'est un bien de la CCNGT réalisé dans le cadre du Pôle d'Excellence Rurale.

S'agissant de la cuisine et l'atelier de transformation, il n'y avait pas de déficit sur cette opération car il n'y aurait pas eu d'autorisation de lancement d'appel d'offres. La procédure pour cet ouvrage de cuisine a été respectée ; d'ailleurs il n'y a eu retour de la part du contrôle de légalité.

De plus, en 2012 une convention a été signée avec les institutionnels afin d'acter la date de début des travaux qui devait s'achever en juin 2014.

**M. Hubert** rappelle qu'à son départ de la CANGT, il n'y avait pas de déficit et s'interroge sur le fait de commencer des travaux que sur une lettre d'intention.

**M. Charin** explique que le budget 2013 à la CCNGT a bien été présenté avec un déficit de 669 000 €. Il rajoute qu'on ne peut se baser que sur des lettres d'intention pour financer un projet. Les travaux non commencés sont sujets à un dégageant d'offices.

**Messieurs Delta et Bernard** pensent que le projet d'atelier de transformation est plus opportun au vu du nombre de cuisines centrales présentes sur le territoire.

**M. Hubert** rajoute que ce centre multi-filières pourrait ravitailler les cuisines centrales des communes faisant partie de la CANGT.

**M. Dulac** pense que cet exercice n'est pas simple et croit que les élus doivent se concentrer sur les éléments qui feront avancer le territoire.

**Le Président** pense qu'une rencontre avec les acteurs du territoire et les institutionnels serait nécessaire afin de discuter de l'apport de ce centre multi-filières.

## **DIXIEME POINT**

### **Budget supplémentaire 2014 de la CANGT**

**Le Président** demande à M. Charin de présenter cette question.

**M. Charin** indique que Le budget supplémentaire est un document de report et d'ajustement. Il permet d'assurer le lien entre deux exercices par la reprise des résultats du compte administratif, et de corriger les prévisions du budget primitif. A ce titre, il peut comporter des prévisions négatives.

#### **➤ Présentation du budget supplémentaire 2014 de la CANGT**

Pour l'exercice 2014, il s'équilibre à hauteur de 676 000 € en investissement et 400 000€ en fonctionnement. Les crédits inscrits concernent des ajustements estimés en fonction de l'état de consommation des différents chapitres.

#### **I. Section de fonctionnement**

Les crédits se répartissent de la manière suivante:

##### **En Dépenses :**

Le chapitre D002 – Résultat de fonctionnement reporté - affiche un montant de 694 922 € provenant du résultat déficitaire reporté de l'exercice 2013 (CCNGT).

Le chapitre 011 - charges à caractère général - est abondé de 193 168 € ce qui correspond à l'ajustement de certaines charges notamment l'art. 611 - contrats et prestations de services.

Le chapitre 012 - charges de personnels - s'élève à 807 867 € qui s'explique par la prise en charge des salaires du personnel des budgets annexes (eau et assainissement) et le remboursement aux communes des frais de personnels dans le cadre des différentes conventions de gestion.

Les chapitres 014 - atténuations de produits - et 023 - virements à la section d'investissement - sont écartés respectivement de 200 000 € et 1 095 467 € contribuant ainsi au financement de la section.

##### **En Recettes :**

Le chapitre 70 – produits des services, du domaine et ventes diverses – est abondé de 400 000€ ce qui correspond à la facturation des frais de personnel payés au profit des budgets annexes.

#### **II. Section d'investissement**

Elle ne comporte aucune dépense nouvelle mais une diminution des crédits (- 676 000 €), au regard des programmes non réalisés et pour lesquels les engagements seront réexaminés.

Toutefois, des ajustements ont été effectués:

### **En Dépenses :**

Au chapitre 20 - immobilisations incorporelles - pour l'achat de logiciels divers un montant de 45 000 €

Au chapitre 21 - immobilisations corporelles – augmentation de 82 000 € expliquée par l'acquisition de mobilier et matériel de bureau.

A contrario, le chapitre 23 - immobilisations en cours- enregistre une réduction de 803 000 €.

### **En Recettes :**

Le chapitre 10 - dotations et fonds diverses - pour un montant de 46 260 €, Au 021- Virement de la section de fonctionnement – diminution de 1 095 467 €, le résultat reporté de l'exercice 2013 soit un excédent de 373 207 €.

### **Conclusion**

La diminution du Budget Total de – 276 000 € s'explique par un retard des réalisations des projets d'investissements, ce qui justifie la révision de l'autofinancement (chapitres 021-023) au profit de la section de fonctionnement.

**M. Charin** explique que ce budget supplémentaire s'impose quand il y a des ajustements à réaliser.

**M. Hubert** a quelques craintes puisque selon lui les charges de fonctionnement représentent 63% et que l'excédent brut a diminué de 1 000 000€, il pense que les marges de manœuvre de la CANGT au regard des projets annoncés seront limités.

**M. Charin** précise que l'excédent inscrit au BS concerne l'année 2014. L'année 2015 devra produire son excédent. Il ajoute aussi que la capacité d'autofinancement de la CANGT est suffisante.

***Le Conseil OUI l'exposé de la Présidente après échanges et débats décide d'adopter par vote le budget supplémentaire 2014 de la CANGT, selon le vote suivant :***

***Pour : 25    contre : 0***

***Abstention: M. DONA-ERIE Alfred***

## **ONZIEME POINT**

### **Définition de l'intérêt communautaire de la compétence politique de la ville**

A la demande du Président, **Mme RAMPATH**, vice-présidente de la Commission politique de la ville, expose que c'est une compétence conduite par l'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements dans l'objectif commun d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, a modifié la cadre juridique de la compétence « *politique de la ville* » et renforcé le rôle des EPCI.

La compétence « *politique de la ville* » des communautés d'agglomération s'exerce principalement autour de deux axes : les dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale et les dispositifs de prévention de la délinquance.

L'article L. 5216-5 du CGCT, modifié, dispose désormais :

*« 4° En matière de politique de la ville : élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; programmes d'actions définis dans le contrat de ville. »*

*Dans les départements et collectivités d'outre-mer : dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale d'intérêt communautaire ; dispositifs locaux, d'intérêt communautaire, de prévention de la délinquance. »*

Ainsi, afin que la CANGT puisse exercer la compétence « *politique de la ville* » qu'elle détient dans ses statuts, l'assemblée délibérante doit définir l'intérêt communautaire.

Les travaux de la commission « *politique de la ville* » de la CANGT, ont conduit à la détermination d'un objectif qui se décline en trois axes stratégiques :

L'objectif qui doit être poursuivi par la mise en œuvre de la compétence politique de la ville sur le territoire est : « *améliorer les conditions de vie des administrés en leur garantissant un cadre de vie satisfaisant et en réduisant les inégalités* ».

Pour ce faire trois axes stratégiques ont été retenus :

- La mise en place d'un Plan local pour l'insertion et l'emploi intercommunal (PLIE) qui vise à mobiliser sur le territoire l'ensemble des outils de la politique de l'emploi et de l'insertion pour concevoir et mettre en œuvre des initiatives locales afin de lutter contre l'exclusion et le chômage.
- La mise en place d'un Conseil Intercommunal de sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) ; instance de pilotage local et de concertations sur les priorités de lutte contre l'insécurité qui permettra d'assurer sur l'ensemble du territoire communautaire, une qualité de vie et la tranquillité publique.
- Le pilotage ou le co pilotage de « contrats de ville » tels que le prévoit la loi du 21 février 2014 (articles 6 et suivants) et qui remplacent les anciens CUCS. Ladite loi précise que le niveau intercommunal constitue l'échelon pertinent pour assurer leur « pilotage stratégique », tandis que leur mise en œuvre de proximité relèvera des communes.

**M. Hubert** précise que l'intérêt communautaire ne se cantonne pas uniquement à la politique de la ville et que les élus de la CANGT devront se réunir afin de définir l'intérêt communautaire général.

**Mme Laug** pense que toutes les commissions devront se réunir afin de définir l'intérêt communautaire en relation avec les commissions, afin d'atteindre leurs objectifs.

**M. Dulac** et **Mme Armougon** s'interrogent sur les modalités de fonctionnement du CISPD en lien avec les CLSPD qui existeraient sur le territoire.

**Mme Gombaud-Saintonge Pasbeau** précise que les CLSPD des communes et le CISPD sont complémentaires et devront travailler en symbiose.

**Mme Rampath** rajoute qu'avant la mise en place de ces structures, un diagnostic sera réalisé. Il est nécessaire de mettre en place une bonne concertation pour favoriser une égalité de projets sur le territoire.

*Le Conseil OUI l'exposé de la Vice-Présidente de commission politique de la ville, après échanges et débats décide, à l'unanimité des votants, de définir l'intérêt communautaire de la compétence « Politique de la Ville » comme suit : « sont d'intérêt communautaire, l'élaboration et le pilotage des Contrats de Ville, la mise en place et le pilotage du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Intercommunal (PLIE) et la création et le pilotage du Conseil Intercommunal de sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) ».*

## **DOUZIEME POINT**

### **Recrutement de jeunes dans le cadre de contrat d'apprentissage**

**Le Président** expose que l'apprentissage est un dispositif de formation initiale en alternance dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé. Depuis la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail, les administrations publiques peuvent recourir à l'apprentissage.

L'apprenti, tout en travaillant dans une collectivité ou un établissement public, suit des cours dans un centre de formation des apprentis. Il est suivi dans la collectivité par un maître d'apprentissage et dans le centre de formation par des formateurs. Le savoir professionnel acquis dans la collectivité ou l'établissement public est complété par des cours de formation générale et technologique en vue de l'obtention d'un diplôme ou d'un titre enregistré au répertoire national des certifications professionnelles (RNCP).

- Les bénéficiaires

Tout jeune de 16 à 25 ans peut bénéficier d'un contrat d'apprentissage. Des dérogations à ces limites d'âge sont possibles.

- La rémunération

La rémunération de l'apprenti est déterminée en pourcentage du SMIC dont le montant varie en fonction de l'âge du bénéficiaire et de sa progression dans le ou les cycles de formation faisant l'objet de l'apprentissage comme suit :

Année d'exécution du contrat	Âge de l'apprenti		
	Moins de 18 ans	De 18 ans à moins de 21 ans	21 ans et plus
1 <sup>ère</sup> année	25 %	41 %	53 %
2 <sup>e</sup> année	37 %	49 %	61 %
3 <sup>e</sup> année	53 %	65 %	78 %

Ces taux sont majorés de 10 points lorsque l'apprenti prépare un diplôme de niveau Bac, et de 20 points lorsqu'il prépare un diplôme de niveau Bac+2.

Les modalités de calcul de la rémunération des apprentis seront modifiées en fonction de la réglementation en vigueur.

- Exonération de charges

En vertu de l'article 20 alinéa VI de la loi précitée, l'Etat prend en charge selon les modalités de calcul prévues à l'article L. 118-5 du code du travail, les cotisations des assurances sociales et des allocations familiales dues par l'employeur et des cotisations salariales d'origine légale et conventionnelle imposées par la loi dues au titre des salaires versés aux apprentis, y compris les cotisations d'assurance chômage.

La Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre (CANGT) est reconnue par les centres de formation et les citoyens comme un lieu d'apprentissage et d'insertion par l'emploi au regard des nombreuses demandes de contrats d'apprentissage reçues.

De plus, l'apprentissage présente un intérêt pour les jeunes en leur proposant un mode d'insertion durable grâce à l'obtention d'un niveau de qualification et une expérience adaptée. C'est également une opportunité pour la CANGT de développer des compétences adaptés à ses besoins.

**M. Dulac** pense qu'accueillir deux jeunes en contrat n'est pas suffisant puisque la demande de formation en alternance est importante.

**Le Président** précise que ce nombre est acté pour le moment mais que cependant, en fonction des besoins il pourra être revu.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président après échanges et débats décide, à l'unanimité des votants, de participer au dispositif de formation en alternance en accueillant au sein de la CANGT deux ( 2 ) jeunes dans le cadre de contrats d'apprentissage, d'autoriser la Présidente à signer tout document relatif à ce dispositif, notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les centres de formation d'apprentis et d'inscrire les crédits nécessaires à ces recrutements au budget.***

## **TREIZIEME POINT**

### **Détermination du lieu de la prochaine séance**

**Monsieur le Président** indique que les séances du Conseil Communautaire doivent être organisées au siège de la Communauté d'Agglomération ou dans un lieu choisi par le conseil dans l'une des communes membres, conformément à l'article L. 5211-11 du CGCT.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président après échanges et débats, décide à l'unanimité des votants, que le prochain conseil communautaire se tiendra à la mairie de Port-Louis.***

Le Président remercie l'assemblée et lève la séance, il est 20 h 51.

Le secrétaire de séance

Le Président de séance



